



Scenario économique mars 2025 - L'économie mondiale, une partie d'échecs grandeur nature.

14 mars 2025

Imaginez l'économie mondiale comme une immense partie d'échecs, où chaque joueur – l'Amérique, la Chine, l'Europe – déplace ses pièces avec une stratégie bien à elle. Pendant des années, les États-Unis ont joué les rois incontestés, imposant leurs règles et captant l'attention des marchés. Mais en 2025, le plateau se rééquilibre. Les politiques audacieuses de Trump secouent l'échiquier américain, la Chine mise sur ses pions intérieurs pour contrer les assauts extérieurs, et l'Europe, longtemps en retrait, avance ses cavaliers avec une ambition retrouvée. Pour nous, investisseurs, c'est une partie palpitante : chaque mouvement ouvre des opportunités, mais aussi des risques. Alors, analysons ensemble les coups de ces trois géants économiques.

Amérique : Le roi vacille sous ses propres coups

Aux États-Unis, le mythe de l'exceptionnalisme économique, celui qui faisait vibrer Wall Street et rassurait les investisseurs du monde entier, commence à s'effriter. Les politiques de l'administration Trump, avec leur cocktail explosif de tarifs douaniers, de rhétorique musclée et d'imprévisibilité, ont semé un trouble profond. Prenons un exemple concret : face à la menace de nouvelles taxes, les entreprises américaines se sont ruées pour constituer des stocks massifs, anticipant des coûts d'importation plus élevés. Résultat ? La balance commerciale s'est effondrée à un niveau jamais vu depuis des décennies. Selon l'estimation GDPNow de l'Atlanta Fed, le PIB pourrait même se contracter ce trimestre, passant d'une croissance prévue de +2,3 % à un inquiétant -1,5 %. Une chute brutale, même si certains analystes tempèrent en disant que l'effet des stocks exagère peut-être ce pessimisme.

Mais ne nous voilons pas la face :

le vrai danger ne se limite pas à une ligne dans un tableau de données. Les entreprises du S&P 500, ces géants qui dictent la santé des marchés américains, tirent 41 % de leurs revenus des ventes à l'étranger, d'après la Banque Nationale du Canada. Imaginez un instant ce qui se passe si la guerre commerciale s'intensifie. Trump a déjà brandi la menace de tarifs de 25 % sur le Mexique et le Canada, deux partenaires cruciaux, et de 10 % supplémentaires sur la Chine. Si ces mesures se concrétisent, c'est un effet domino qui se profile : une chute des marchés actions, des spreads obligataires qui s'élargissent comme des fissures dans un barrage, et un effet de richesse négatif qui pourrait geler la consommation des ménages américains. Vous savez, ce moment où les familles, voyant fondre la valeur de leurs portefeuilles, décident de reporter l'achat d'une voiture ou d'une maison. Ce n'est pas de la fiction, c'est une possibilité bien réelle.

Ajoutons une couche de complexité : l'inflation.

Elle ne se contente plus de murmurer, elle commence à crier. Le sous-indice des prix payés dans le secteur manufacturier, tiré du rapport ISM, a grimpé à son plus haut niveau en 32 mois. Pourquoi ? Les chaînes d'approvisionnement, déjà fragilisées par des années de perturbations, craquent sous la pression des coûts accrus. Les entreprises le disent elles-mêmes dans les commentaires du rapport : "Nos fournisseurs annoncent des hausses de prix importantes", ou encore "Nos clients hésitent à s'engager sur des volumes à long terme à cause de l'incertitude liée aux droits de douane proposés". La Fed, qui avait mis son cycle de baisses de taux en pause après une série de coupes prudentes, regarde tout ça avec des sueurs froides. Une inflation qui s'emballe pourrait la forcer à remonter les taux, un scénario cauchemar pour des marchés déjà nerveux.

Et l'économie réelle, dans tout ça ?

Les signaux ne sont pas roses. En février, les créations d'emplois ont déçu avec seulement 151 000 nouveaux postes contre 160 000 attendus, et le taux de chômage stagne à 4,1 %. L'indice ISM manufacturier, un baromètre fiable de l'activité industrielle, a glissé à 50,3, flirtant avec la stagnation. Ces chiffres, combinés à la détérioration de la balance commerciale, dessinent une économie américaine qui tangué, bien loin de l'image de robustesse qu'elle projetait il y a encore quelques années.

Pour nous, investisseurs,

c'est un signal d'alarme. Les actifs américains, en particulier les actions, sont sur un fil. Le S&P 500 a déjà perdu 3,1 % en une semaine, et la menace de nouveaux tarifs pourrait transformer cette secousse en véritable correction. Mais tout n'est pas perdu. Il y a des poches d'opportunités à saisir. Les secteurs moins dépendants des exportations, comme les services domestiques – pensez aux télécoms ou à la santé – ou les technologies de pointe tournées vers l'innovation intérieure, pourraient offrir un abri relatif. Les obligations aussi méritent un coup d'œil : avec des rendements à 10 ans stabilisés autour de 4,3 %, les Treasuries restent un refuge potentiel si les marchés actions continuent de vaciller.



Revenons un instant sur les tarifs eux-mêmes, car ils racontent une histoire plus vaste. Initialement vendus comme un moyen de "rendre sa grandeur à l'Amérique", ils ont eu des effets boomerang inattendus. Les entreprises, paniquées par la perspective de coûts plus élevés, ont gonflé leurs stocks, créant un boom artificiel qui a masqué la faiblesse sous-jacente de la demande. Aujourd'hui, cet excès se retourne contre elles : les entrepôts débordent, les prix grimpent, et les marges se compriment. Prenez l'exemple du secteur automobile : les constructeurs comme Ford ou GM, qui importent des pièces du Mexique, voient leurs coûts s'envoler et hésitent à répercuter ces hausses sur des consommateurs déjà frileux. C'est un casse-tête qui illustre parfaitement comment une politique pensée pour protéger peut finir par paralyser.

Et si on zoomait sur les implications géopolitiques ?

En ciblant le Mexique et le Canada, Trump ne se contente pas de jouer avec l'économie ; il met en péril des décennies d'intégration nord-américaine. L'accord USMCA, signé sous son premier mandat, risque de devenir une coquille vide si les tarifs pleuvent. Pour les investisseurs, cela ajoute une couche d'incertitude : les chaînes d'approvisionnement transfrontalières, vitales pour des secteurs comme l'automobile ou l'électronique, pourraient se fracturer, poussant les coûts encore plus haut.

En résumé,

L'Amérique n'est plus le roc inébranlable sur lequel on pouvait parier les yeux fermés. Les politiques erratiques de Trump ont transformé l'échiquier en terrain miné, et la volatilité est devenue la nouvelle norme. Pour nous, c'est le moment de repenser notre stratégie : diversifiez hors des États-Unis, explorez les secteurs résilients, et gardez un œil sur les obligations comme filet de sécurité. Le roi vacille, et il pourrait bien entraîner quelques pions avec lui dans sa chute.

Chine : Les pions intérieurs entrent en jeu

Passons de l'autre côté de l'échiquier, où la Chine joue une partie à la fois défensive et rusée. Face aux tarifs américains qui mordent dans ses exportations, Pékin a décidé de changer de tactique : plutôt que de s'épuiser à contrer chaque coup extérieur, elle renforce son jeu intérieur. Le Premier ministre Li Qiang a sorti l'artillerie lourde : un déficit budgétaire porté de 3 % à 4 % du PIB, soit environ 180 milliards de dollars injectés via des obligations spéciales, plus 70 milliards pour recapitaliser les banques d'État. L'objectif est ambitieux : maintenir une croissance de 5 % en 2025, malgré les vents contraires qui soufflent de Washington. C'est un pari audacieux, et les marchés y croient déjà – l'indice Hang Seng a bondi de 13,4 % en février, porté par une vague d'optimisme.

Mais pourquoi ce virage intérieur ?

Pour le comprendre, il faut plonger dans les chiffres. Historiquement, la Chine a bâti sa puissance sur les exportations : en 2024, elles représentaient encore 18 % de son PIB. Mais la consommation des ménages, elle, n'a contribué qu'à 39 % de la croissance, contre plus de 60 % aux États-Unis.



Cette dépendance aux marchés étrangers l'a rendue vulnérable, surtout avec les tarifs américains qui s'abattent comme une pluie acide. Pékin l'a bien compris : pour survivre, il faut muscler la demande intérieure. Imaginez un commerçant de Shanghai qui voit ses clients revenir grâce à des subventions ou des baisses d'impôts – c'est cette étincelle que la Chine veut allumer à grande échelle.

Le plan de relance est un puzzle complexe mais ingénieux. Il inclut des investissements massifs dans les infrastructures – ponts, routes, réseaux 5G – pour stimuler l'activité économique. Mais il va plus loin : 10 millions de logements sociaux doivent sortir de terre d'ici 2027, un projet titanesque qui boostera non seulement la construction, mais aussi la demande de biens durables comme les réfrigérateurs ou les téléviseurs. Ajoutez à cela des subventions ciblées pour les ménages à faible revenu et des incitations fiscales pour les entreprises qui innovent, notamment dans la recherche et développement. C'est une tentative de rééquilibrage économique, un pivot vers une croissance plus autonome.

Pour nous, investisseurs,

ce virage ouvre des perspectives alléchantes. Prenons le secteur technologique : les géants comme Tencent ou BYD, spécialisés dans les véhicules électriques, pourraient profiter des largesses gouvernementales. Les subventions à l'innovation pourraient aussi doper les start-ups dans l'intelligence artificielle ou les semi-conducteurs, des domaines où la Chine veut s'affranchir de l'Occident. Et que dire du luxe ? Après des années de ralentissement, des marques comme Kering ou LVMH pourraient voir leurs ventes rebondir si la classe moyenne chinoise retrouve le goût de dépenser. Les chiffres parlent d'eux-mêmes : en février, les ventes au détail ont grimpé de 6,7 %, un signe que la machine commence à redémarrer.

Mais – car il y a toujours un "mais" – tout n'est pas rose sous le ciel de Pékin. La dette publique, déjà conséquente, va encore gonfler avec ces mesures. Les analystes s'interrogent : ce plan tiendra-t-il ses promesses, ou est-ce un pansement sur une jambe de bois ? La volatilité reste une ombre au tableau. Les tensions géopolitiques avec les États-Unis, amplifiées par les tarifs et les restrictions sur les technologies, pourraient faire trembler les marchés à tout moment. Et puis il y a le défi de l'exécution : transformer des annonces en résultats tangibles demande une coordination sans faille, un exercice où la bureaucratie chinoise a parfois trébuché par le passé.

Prenons un cas concret pour illustrer cette dualité.

Le secteur immobilier, pilier historique de l'économie chinoise, est toujours convalescent après la crise Evergrande. Les nouvelles mesures – recapitalisation des banques, soutien aux promoteurs – visent à le remettre sur les rails. Si ça fonctionne, les retombées seront massives : des millions d'emplois sauvés, une confiance restaurée, et une consommation dopée. Mais si les fonds s'égarent dans des projets mal gérés ou des dettes irrécupérables, l'effet pourrait être inverse : une crise de confiance qui ébranlerait tout l'édifice.

Et les exportations, dans tout ça ?

Elles ne disparaissent pas du jeu, mais elles changent de visage. Face aux barrières américaines, la Chine redirige ses efforts vers les marchés émergents – Afrique, Asie du Sud-Est – où sa Belt and Road Initiative continue de tisser des liens. Les exportateurs chinois s'adaptent aussi en délocalisant une partie de leur production, comme au Vietnam, pour contourner les tarifs. C'est une résilience impressionnante, mais elle ne compense pas totalement la perte des marchés occidentaux.

Pour nous, c'est un pari à jouer avec finesse. Les secteurs liés à la consommation intérieure – technologie, luxe, biens de consommation – sont des étoiles montantes, mais ils viennent avec leur lot de risques. La volatilité des marchés chinois, exacerbée par les incertitudes géopolitiques, demande une gestion prudente. Une idée ? Diversifiez nos positions sur la consommation chinoise, ou misez sur des entreprises qui ont déjà prouvé leur résilience, comme Alibaba, qui rebondit après des années de purge réglementaire.

En résumé,

la Chine mise sur ses pions intérieurs pour tenir la distance dans cette partie d'échecs mondiale. C'est une stratégie défensive qui pourrait se transformer en coup offensif si elle réussit. Pour nous, investisseurs, c'est une invitation à explorer ce marché avec curiosité, mais sans précipitation. Les opportunités brillent, mais elles dansent sur un fil.

Europe : Les cavaliers se réveillent

En Europe, quelque chose d'inédit se trame : une révolution économique discrète mais puissante. L'Allemagne, souvent perçue comme le joueur prudent, presque timoré, a décidé de renverser la table. Sous la houlette de Friedrich Merz, un plan d'investissement colossal a été dévoilé : 500 milliards d'euros sur dix ans pour moderniser les infrastructures – soit 1 % du PIB annuel – et une politique de défense "quoi qu'il en coûte". Oui, vous avez bien lu : le sacro-saint frein à l'endettement, ce totem budgétaire qui bridait Berlin depuis des décennies, s'assouplit. Les Länder, ces régions allemandes, gagnent une autonomie financière inédite pour investir là où ça compte. Les marchés ont réagi illico : les rendements des Bunds à 10 ans ont grimpé à 2,8 %, un pic en 14 ans, et le DAX a pris 2 % en une semaine.

Mais l'Allemagne n'est que la locomotive d'un train plus vaste. À l'échelle européenne, le plan "ReArm Europe" entre en scène avec 150 milliards d'euros de prêts et une flexibilité budgétaire accrue. L'idée ? Renforcer la défense commune et booster la compétitivité face aux géants américain et chinois. Imaginez une usine de turbines en Bavière qui tourne à plein régime, ou un chantier naval en Italie qui ressuscite grâce à ces fonds. Les actions européennes surfent sur cet élan : l'indice suisse, par exemple, a enchaîné dix semaines consécutives de gains, selon Julius Bär. L'euro lui-même montre des signes de vigueur, flirtant avec des niveaux qu'on n'avait pas vus depuis des mois.

Commençons par l'Allemagne,

car c'est là que le virage est le plus spectaculaire. Ce plan de 500 milliards,



c'est du keynésianisme pur jus : des ponts flambant neufs, des réseaux 5G qui couvrent enfin les campagnes, des parcs éoliens qui poussent comme des champignons. Mais il y a plus : en excluant les dépenses de défense supérieures à 1 % du PIB du calcul du frein à l'endettement, Berlin s'offre une marge de manœuvre énorme. Merz l'a dit sans détour : "La sécurité n'a pas de prix." Une allusion claire aux tensions avec la Russie, qui poussent l'Europe à repenser sa posture militaire. Résultat ? Les entreprises comme **Rheinmetall**, qui fabrique des blindés, ou **Thales**, dans l'électronique de défense, pourraient voir leurs carnets de commandes exploser.

À l'échelle de l'UE, "ReArm Europe"

n'est pas juste un plan de défense – c'est une ambition stratégique. Les 150 milliards de prêts, mutualisés en partie, permettent aux États membres de financer leurs projets sans plomber leurs comptes publics. C'est une petite révolution : après des années de rigueur, l'Europe ose emprunter pour investir. Et ça ne s'arrête pas aux tanks ou aux missiles. Ces fonds irrigueront aussi la transition énergétique – pensez aux panneaux solaires ou aux batteries pour véhicules électriques – et la numérisation, avec des projets comme Gaia-X, ce cloud européen qui veut défier **Amazon et Microsoft**.

Pour nous, investisseurs, c'est un terrain de jeu qui s'ouvre. Les actions des entreprises de défense sont des candidates évidentes : **Rheinmetall** a déjà grimpé de 15 % depuis l'annonce, et ce n'est peut-être qu'un début. Mais ne négligez pas les secteurs adjacents. Les géants de la construction comme **Vinci** ou **Siemens** profiteront des chantiers d'infrastructures. Les énergies renouvelables, portées par des firmes comme **Vestas** ou **Orsted**, pourraient aussi briller alors que l'Europe accélère sa course au vert. Et l'euro ? Avec des rendements en hausse et une confiance retrouvée, il pourrait s'apprécier face à un dollar affaibli par les turbulences américaines.

Mais ce réveil a un coût, et il faut en parler. La dette publique européenne, déjà lourde dans des pays comme la France ou l'Italie, va gonfler. Les obligations risquent d'en pâtir : plus d'émissions de dette, c'est une pression à la hausse sur les rendements, et donc une baisse potentielle des prix des bonds existants. Les Bunds allemands, longtemps vus comme l'actif sans risque par excellence, ne sont plus une valeur refuge aussi évidente. Pour les investisseurs obligataires, c'est un dilemme : rester dans le jeu ou chercher des alternatives ailleurs, comme au Japon ou dans les émergents.

Prenons un exemple concret pour ancrer tout ça.

En Italie, le port de Trieste, un hub stratégique, pourrait devenir un bénéficiaire direct de "ReArm Europe". Avec des fonds pour moderniser ses infrastructures et renforcer la flotte militaire, ce projet illustre comment les investissements publics peuvent doper l'économie locale – et les entreprises qui gravitent autour, des transporteurs aux équipementiers. C'est ce genre de dynamique qui pourrait redessiner la carte économique européenne.

Et les défis internes ? Ils existent. L'unité européenne reste fragile : les pays du Nord, comme les Pays-Bas, rechignent à mutualiser trop de dettes avec le Sud. La coordination entre Berlin, Paris et Bruxelles sera cruciale pour éviter que ces plans ambitieux ne s'enlisent dans des querelles politiciennes. Mais pour l'instant, l'élan est là, et il est palpable.



En résumé,

l'Europe avance ses cavaliers avec une audace qu'on ne lui connaissait pas. Pour vous, c'est une opportunité en or : les actions dans la défense, les infrastructures et les énergies vertes sont à surveiller de près, tout comme l'euro. Mais attention à la dette – elle pourrait freiner l'enthousiasme si les marchés commencent à douter. Les cavaliers européens galopent, et ils pourraient bien surprendre tout le monde.

Conclusion : Réécrire notre stratégie d'investissement

Alors, où en sommes-nous sur cet échiquier mondial ? L'Amérique, jadis roi dominateur, voit son trône vaciller sous les coups de ses propres politiques. La Chine mise sur ses pions intérieurs pour tenir la distance, tandis que l'Europe avance ses cavaliers avec une audace inattendue. Pour nous, investisseurs, ce rééquilibrage est une invitation à repenser nos coups.

Diversifions hors des États-Unis, où la volatilité guette. Misons sur les actions européennes, portées par des dépenses massives, ou sur des devises comme l'euro et le yen, qui pourraient s'apprécier face à un dollar chancelant. En Chine, visons les secteurs de la consommation intérieure, mais avec un œil prudent sur les risques. Une chose est sûre : cette partie d'échecs économique n'a jamais été aussi captivante. À nous de jouer les prochains coups gagnants ! A suivre...



Coordonnées

FDC CAPITAL MANAGEMENT
42, avenue Montaigne 75008 Paris
Tel. : 01 42 25 23 73
www.fdccapital.fr
info@fdccapital.fr

Tout investisseur doit disposer des connaissances et de l'expérience nécessaires pour évaluer les caractéristiques et les risques liés à chaque investissement. FDC CAPITAL MANAGEMENT communiquera aux investisseurs et sur demande raisonnable, toutes informations qu'il jugera nécessaires pour procéder à cette évaluation. Les informations contenues dans ce document ne peuvent pas être considérées comme un conseil en investissement ou une recommandation. La performance passée n'est pas une indication de la performance future. Les rendements futurs ne sont pas garantis et les investisseurs peuvent perdre une partie du capital investi.